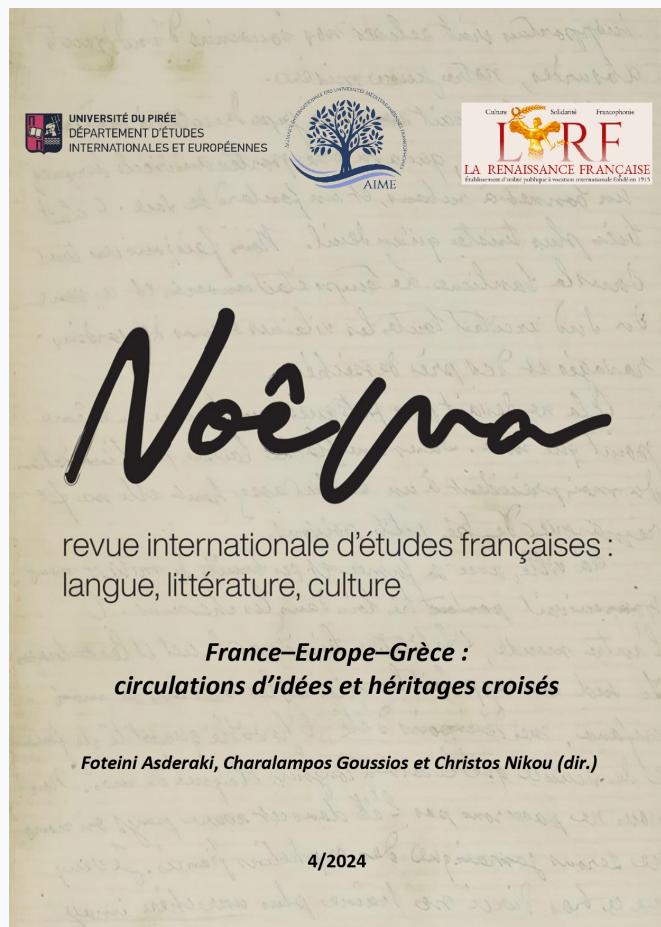


Noêma

Vol 1, No 4 (2024)

France–Europe–Grèce : circulations d'idées et héritages croisés



Les chantres de la paix universelle / The proponents of universal peace

Maria Ménégaki

doi: [10.12681/noema.43864](https://doi.org/10.12681/noema.43864)

Copyright © 2025



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/).

To cite this article:

Ménégaki, M. (2025). Les chantres de la paix universelle / The proponents of universal peace. *Noêma*, 1(4), 13–30.
<https://doi.org/10.12681/noema.43864>

Les chantres de la paix universelle

Maria MÉNÉGAKI

Université nationale et capodistrienne d'Athènes

mmenega@frl.uoa.gr

Résumé

À l'aube du dix-neuvième siècle, *Henri de Saint-Simon*, dans ses Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains (1803), expose son rêve de l'unification du globe sous l'égide du « Conseil de Newton ». Dans ce texte, qui inaugure le philhellénisme moderne, il affirme l'appartenance du peuple grec à la famille européenne et invite les Européens à le délivrer de la domination turque. Dès lors, sont proclamées les profondes affinités culturelles et civilisationnelles qui unissent la France et la Grèce. Le présent travail se propose de présenter succinctement l'apport de ces deux pays à la construction de l'Europe, fondée sur les valeurs de la démocratie, des droits humains et de la paix universelle, lesquelles ont toujours besoin d'être réaffirmées.

Mots-clés : Grèce-France, alliance, solidarité

1. Prologue

Il y a des idées qui sont « dans l'air » ; on les respire sans s'en apercevoir. Et puis et surtout, sans s'inspirer d'une théorie, même indirectement, il arrive qu'on accomplisse des prédictions qu'elle légitimait, qu'on exécute des programmes qu'elle préconisait. On la retrouve, alors, sans la reconnaître¹.

Au lendemain de grands conflits et massacres entre les peuples, l'esprit s'active et recherche des issues de réconciliation et de paix, dans l'espoir que les gouvernants rejoindront un jour les poètes et les philosophes. À mesure que l'écart entre ces deux pôles se réduira, la paix régnera dans le monde, affirmait Victor Hugo, le plus grand utopiste de tous les siècles, qui fut aussi le représentant le plus admirable du romantisme messianique français. Ayant très tôt dépassé les limites étroites d'un patriotisme nationaliste, il adhéra aux idées de la fraternisation universelle et préconisa l'engagement des gens de l'esprit dans la défense des intérêts de l'humanité. En même temps, Hugo s'efface devant sa patrie, qu'il incarne d'ailleurs. À travers lui, la France devient la championne de l'unité pacifatrice².

Au siècle des Lumières, les philosophes s'étaient déjà engagés dans la diffusion de l'idéal de paix, en tant que citoyens du monde. Montesquieu déclarait être homme avant d'être Français³, tandis que Voltaire plaçait les grands hommes des sciences et

¹ Célestin Bouglé, *Socialismes français*, Paris, Armand Colin, 1941, p. VII.

² Dans une lettre adressée au congrès de la paix à Genève, le 4 septembre 1874, il écrivait : « La France, mère de la République, est une sorte de propriété humaine. Elle appartient à tous, comme autrefois Rome, comme autrefois Athènes [...]. Quand une plaie est faite à la France, c'est la civilisation qui saigne [...]. La réparation, ce sera la fédération. Le dénouement, le voici : États-Unis d'Europe. La fin sera au peuple. C'est-à-dire à la Liberté, c'est-à-dire à la Paix », Victor Hugo, *Actes et paroles*, Paris, Robert Laffon, 1985, p. 883.

³ Il note dans ses *Cahiers* : « Si je savais une chose utile à ma nation qui fût ruineuse à une autre, je ne la proposerais à mon prince, parce que je suis homme avant d'être Français ou bien parce que je suis

des lettres – tous ceux qui avaient excellé dans l’utile ou dans l’agréable – bien au-dessus des héros de guerre¹. Il préconisait, par ailleurs, une grande République partagée entre plusieurs États. Au nom de l’unité du genre humain, ils plaidèrent contre la traite des Noirs et l’esclavage, qu’ils considéraient comme une souillure de la civilisation européenne. Recueillies dans l’*Encyclopédie*, les nouvelles idées étaient diffusées dans les salons et dans les cours des princes grâce à l’emploi de la langue française, devenue langue internationale et faisant de la France la quintessence de « l’européanité ».

Avec l’éclatement de la Révolution Française, le cosmopolitisme aristocratique tomba en désuétude. Désormais, il était question de l’alliance des peuples contre les rois et d’une paix universelle fondée sur la justice et l’égalité des droits. Dans le « Décret du 22 mai 1790 concernant le droit de faire la paix ou la guerre », l’utopie universaliste figure dans toute sa splendeur. L’article 4 stipule :

Il n'est pas loin de nous peut-être le moment où la liberté, régnant sans rivale sur les deux mondes, réalisera le vœu de la philosophie, absoudra l'espèce humaine du crime de la guerre et proclamera la paix universelle ; alors le bonheur des peuples sera le seul but des législateurs, la seule force des lois, la seule gloire des nations ; alors les passions particulières, transformées en vertus publiques, ne déchireront plus par des guerres sanglantes les noeuds de la fraternité qui doivent unir tous les gouvernements et tous les hommes ; alors se consommera le pacte de la fédération du genre humain².

Il fut simultanément établi que le pivot de l’unification universelle devait être l’Europe et sa civilisation, élaborée au fil des siècles : son ascendant culturel, ses institutions politiques, sociales, économiques et administratives, son art, sa pensée philosophique.

2. Promoteurs de l’idée européenne

Deux grandes personnalités se sont distinguées, aux débuts du xix^e siècle, par leurs efforts pour la paix et l’union de l’Europe : un Français, le comte Henri de Saint-Simon, et un Grec, le comte Jean Capodistria. L’un, philosophe, se situait dans « l’absolu » et l’autre, diplomate, dans « le relatif », selon la formule heureuse de Victor Hugo³, lequel dominera par sa personnalité et son discours la deuxième moitié du siècle.

nécessairement homme, et que je ne suis Français que par hasard [...]. Si je savais quelque chose utile à ma patrie, et qui fût préjudiciable à l’Europe ou bien qui fût utile à l’Europe mais préjudiciable au genre humain, je le regarderais comme un crime », André Lagarde et Laurent Michard, *xviii^e siècle. Les grands auteurs du programme*, Paris, Bordas, 1970, p. 78.

¹ Victor Hugo placera également les savants bien au-dessus des grands militaires. Dans une lettre publique adressée aux délégués des communes de France, le 16 janvier 1876, en vue des élections, il notait en conclusion : « Les penseurs sont plus utiles que les soldats ; par l'épée on discipline, mais par l'idée on civilise. Quelqu'un est plus grand que Thémistocle, c'est Socrate ; quelqu'un est plus grand que César, c'est Virgile ; quelqu'un est plus grand que Napoléon, c'est Voltaire », Victor Hugo, *Actes et paroles*, *op. cit.*, p. 900.

² Cité par Denis de Rougemont, *Vingt-huit siècles d’Europe*, Paris, Payot, 1961, p. 163.

³ Il écrivait à Léon Richer, rédacteur en chef de l’*Avenir de la femme*, le 8 juin 1872 : « Je sais que les philosophes vont vite et que les gouvernements vont lentement ; cela tient à ce que les philosophes sont dans l’absolu et les gouvernements dans le relatif ; cependant, il faut que les gouvernements finissent par



2.1. Henri de Saint-Simon, l'apôtre de l'union universelle

« La philosophie du XVIII^e siècle a été critique et révolutionnaire, celle du XIX^e sera inventive et organisatrice¹ ». C'est à cette tâche que fut consacrée toute l'existence du comte Claude-Henri Rouvroy de Saint-Simon. Né à Paris, en 1760, issu d'une famille de très ancienne noblesse, il se croyait destiné à l'accomplissement de grandes œuvres au profit de l'humanité. Les contingences historiques dans lesquelles se déroula sa vie lui en fournirent l'occasion. La pensée des Lumières, la guerre d'indépendance américaine, à laquelle il a participé, et la Révolution française furent, comme il l'atteste dans son autobiographie, ses trois sources d'inspiration². Dans l'œuvre de ce philosophe, l'un des premiers réformateurs sociaux en France et fondateur de la science sociologique, on retrouve le germe des plus grands courants idéologiques qui ont traversé le XIX^e siècle et nourrissent jusqu'à nos jours l'esprit humain³.

À partir de la Révolution française, il se mit à réfléchir à une organisation de la société sur de nouvelles assises tenant compte des progrès scientifiques et de la conjoncture socio-économique. Sa première publication, à l'âge de quarante-trois ans, s'inscrit dans la sphère de l'utopie. Il raconte un rêve où Dieu lui est apparu pour lui dicter ses volontés concernant l'organisation du globe. À son réveil, tout ce qu'il venait d'écouter se trouvait très distinctement gravé dans sa mémoire. Ce rêve parut dans une brochure intitulée *Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains*, qu'il s'empressa d'envoyer au Premier Consul, Louis-Napoléon Bonaparte⁴, le seul, croyait-il, parmi ses contemporains, en état de l'apprécier⁵.

Dans ce premier écrit, qu'il assure avoir médité pendant toute sa vie, il rend un hommage vibrant aux hommes de génie, considérés comme des flambeaux éclairant le monde et destinés à consacrer leurs travaux au bien du genre humain. La tradition des Lumières concernant la mission des penseurs se transmet, à travers lui, au siècle du romantisme et préfigure l'avènement des « Intellectuels » au XX^e siècle.

Afin de convaincre ses contemporains de la justesse de ses vues, il a recours au procédé de la religion chrétienne – la révélation – mais pour en annuler les préceptes. Dieu lui-même lui serait apparu pendant son sommeil et lui aurait dicté ses volontés : en tout premier lieu, Rome ne serait plus la capitale de la chrétienté et le pape ainsi que tous les prêtres cesseraient d'en être les porte-parole. La terre étant destinée à devenir un paradis, à la religion divine se substituerait celle de la science, supérieure

rejoindre les philosophes. Quand cette jonction est faite, le progrès est obtenu et les révoltes sont évitées. Si la jonction tarde, il y a péril », Victor Hugo, *Actes et paroles*, op. cit., p. 852.

¹ Claude-Henri de Saint-Simon, *Œuvres de Claude-Henri de Saint-Simon*, Paris, Anthropos, tome I, 1966, p. 92.

² *Ibid.*, p. 46 sqq.

³ Panayotis Kanellopoulos [Παναγιώτης Κανελλόπουλος], *L'homme et les conflits sociaux* [Ο ἀνθρωπος καὶ αἱ κοινωνικαὶ αντιθέσεις], dans *Œuvres complètes de sociologie* [Ἀπαντά Κοινωνιολογικά], tome 4, Athènes, éd. Yaléllis, 1992, p. 315-317 (en grec).

⁴ Les penseurs de l'époque avaient placé trop d'espoirs en Napoléon pour la réorganisation de la société. Ils avaient vu en lui un « despote éclairé » moderne, entouré de savants et attentif à leurs conseils pour bien gérer les affaires publiques. Ils déchantèrent vite lorsque celui-ci les traita avec mépris de « phraseurs ténébreux », d' « Idéologues ».

⁵ Claude-Henri de Saint-Simon, *Œuvres*, tome 1, Genève, Slatkine Reprints, 1977, p. 9.

à toutes les religions précédentes. Et quelle est la morale de cette nouvelle religion ? L'obligation de donner constamment à ses forces personnelles une direction utile au genre humain.

La théorie newtonienne de l'attraction universelle lui inspira un nouveau mode de gouvernement de l'humanité, qui devrait être confié au « Conseil de Newton », désormais délégué de Dieu sur la terre. Le « Conseil de Newton » serait composé de 21 membres élus au suffrage universel direct des deux sexes, parmi les plus grands savants et créateurs de l'humanité¹.

Onze ans plus tard, Saint-Simon ayant provisoirement abandonné son plan grandiose pour l'humanité entière, conçut un projet plus pragmatique : l'unification de l'Europe, étant donné que la société européenne disposait de l'homogénéité requise – même structure sociale, même religion, patrimoine culturel commun. La chute de l'Empire napoléonien, en 1814, devait lui fournir l'occasion de communiquer ses idées. Au mois d'octobre, au moment de la réunion du Congrès de Vienne, parut une brochure de lui portant le titre révélateur : *De la réorganisation de la société européenne. De la nécessité et des moyens de rassembler les peuples de l'Europe en un seul corps politique en conservant à chacun son indépendance nationale*². Tandis que les rois et les princes élaboraient la « quadruple alliance » destinée à mater toute insurrection contre le *statu quo ante*, lui, présentait un plan de fédération des peuples européens, en commençant par l'entente entre l'Angleterre et la France³. La condition préalable était donc l'établissement du régime parlementaire chez tous les peuples européens, à l'instar de ces deux pays. Au-dessus des gouvernements nationaux serait placé un Parlement général investi du pouvoir de régler leurs différends. La Constitution ainsi que les fonctions de ce Parlement européen, conçues par Saint-Simon et décrites avec force détails, frappent par leur réalisme et leur valeur prophétique.

L'une des fonctions principales du Parlement européen devait être de diriger l'instruction et l'éducation dans toute l'Europe et de diffuser par ce biais un code de valeurs morales général, mais aussi national et individuel. Ce code moral devait démontrer que les principes sur lesquels se fondait la fédération européenne étaient les meilleurs, les plus solides, les seuls qui pussent rendre la société aussi heureuse que possible, compte tenu de la nature de l'homme et de son niveau culturel.

En outre, la société humaine ne saurait se passer d'une foi commune, qui assurerait la cohésion sociale d'une part, et serait, d'autre part, susceptible d'inspirer le sacrifice de l'intérêt personnel au profit de l'intérêt collectif. Cette idée, qui traverse toute son œuvre, devint chez lui une conviction ferme à mesure qu'il approchait de la fin de sa vie. À la veille de sa mort, en 1825, Saint-Simon adressa à l'humanité son message de fraternité universelle en publiant son testament spirituel : le *Nouveau christianisme*. Il s'agit, comme le titre l'indique, d'une religion ancienne, mais régénérée, épurée des

¹ Saint-Simon reconnaît tout de même l'hégémonie de l'Europe, puisqu'il propose la répartition de la planète en quatre divisions portant le nom de quatre grands pays européens : anglaise, française, allemande et italienne. Il stipule que chaque individu, quel que soit l'endroit du monde où il habite, devra s'attacher à l'une de ces divisions et s'inscrire pour voter en vue du Conseil suprême et du conseil de la subdivision à laquelle il appartient.

² Claude-Henri de Saint-Simon, *Œuvres*, tome 1, *op. cit.*, p. 153-218.

³ Friedrich Engels le placera plus tard à l'avant-garde de son époque, en signalant avec quelle audace et quel sens de la perspective historique il prêchait aux Français, dès 1815, l'alliance avec les vainqueurs de Waterloo (voir Friedrich Engels et Karl Marx, *Les utopistes*, Paris, Maspéro, 1976, p. 42).



scories du passé, modernisée, adaptée à l'état actuel de la civilisation : celui de l'industrialisme, du scientisme et de la morale positive.

L'auteur fait ici table rase de toutes les pratiques religieuses et de toutes les croyances superstitieuses et inutiles, du rituel catholique comme du sacerdoce ecclésiastique. Le christianisme deviendrait une religion universelle en ne retenant que son principe fondamental, celui de la fraternité entre tous les hommes. Il écrit à plusieurs reprises : « Dieu a dit : Les hommes doivent se conduire en frères les uns à l'égard des autres : ce principe sublime renferme tout ce qu'il y a de divin dans la religion chrétienne ». La nouvelle religion substitue au postulat du « pêché originel » celui du « progrès originel ». Elle n'admet ni paradis ni enfer, Dieu n'étant rien d'autre que l'humanité elle-même¹.

Saint-Simon, promoteur de bien-être et de la paix, s'érige en prophète de la solidarité internationale :

Il viendra sans doute un temps où tous les peuples de l'Europe sentiront qu'il faut régler les points d'intérêt général, avant de descendre aux intérêts nationaux; alors les maux commenceront à devenir moindres, les troubles à s'apaiser, les guerres à s'éteindre; c'est là que nous tendons sans cesse, c'est là que le cours de l'esprit humain nous emporte².

Il n'en était pas moins conscient de la longue marche, pénible et ensanglantée, qui conduirait à la réalisation de ses rêves : « Mais cette époque », écrit-il, « est loin, et des guerres affreuses, des révolutions multipliées doivent affliger l'Europe durant l'intervalle qui nous en sépare³ ».

2.2. Jean Capodistria, « le diplomate européen »

Au sein du Congrès de Vienne émergea un émule inattendu de Saint-Simon : le comte Jean Capodistria. Né en février 1776 à Corfou, sixième des neuf enfants du comte Antoine et de Diamantine, tous deux inscrits dans le *Livre d'or* de l'île, il fit des études de médecine, de droit et de philosophie à l'université de Padoue, en Italie, de 1794 à 1797. C'était le moment où, dans toute l'Europe, soufflait le vent des idées des Lumières et de la Révolution française, qui ne pouvaient qu'influencer le jeune Grec. Celui-ci adhéra au mouvement libéral et adopta les idées de la justice sociale et de l'égalité des droits entre les êtres humains de toutes les nations et de toutes les races⁴. Élu gouverneur de la Grèce en 1827, il fut assassiné par ses adversaires politiques le 11 septembre 1831, devant l'église de Saint Spyridon, à Nauplie, première capitale de la Grèce libérée.

Ministre des Affaires étrangères du tsar Alexandre I^{er}, Capodistria domina la scène diplomatique pendant les années critiques de l'histoire de l'Europe, de 1814 jusqu'à 1822, date de sa démission. Placé par Arthur de Gobineau, l'un de ses premiers

¹ Cette idée fut reprise et développée par son disciple Auguste Comte, fondateur du positivisme.

² Claude-Henri de Saint-Simon, *Œuvres*, tome 1, Paris, éd. E. Dentu, 1868, p. 247.

³ *Ibid.*, p. 207.

⁴ Hélène Koukkou [Ελένη Κούκκου], *Jean Capodistrias : L'homme – Le diplomate européen, 1800-1828 [Ιωάννης Καποδίστριας: Ο άνθρωπος – ο Ευρωπαίος διπλωμάτης, 1800-1828]*, Athènes, Patakis, 2021 [1980], p. 14 sqq (en grec).

commentateurs, au plus haut rang des diplomates de son époque, à côté de Talleyrand¹, très en avance sur son époque, il se distingua par sa perspicacité et par ses luttes en faveur de la paix et de l'union. Sa courte existence fut vouée à la défense des droits des plus faibles, à la résolution pacifique des conflits, à la concorde plutôt qu'aux déchirements. Méconnu, voire ignoré longtemps, même dans son propre pays, il est aujourd'hui considéré comme l'un des précurseurs de l'idée européenne.

Son premier grand succès fut son rôle dans le règlement des affaires de la Suisse. En 1813, il parvint à résoudre l'une des questions les plus épineuses du continent. Il réussit à unifier les divers cantons antagonistes de la Suisse sous un gouvernement central et une Constitution commune, et à créer la première République fédérale en Europe. Au Congrès de Vienne, en 1815, il fit adopter une proclamation élaborée par lui-même, qui réglait définitivement l'indépendance et la neutralité des dix-neuf cantons de la Confédération helvétique. Ce fut là un premier pas vers la neutralité de l'Europe centrale, à l'écart des guerres et des subversions. Ce traité, ainsi que le traité de Paris de la même année – dus principalement aux efforts et à la persévérance du diplomate grec – constitue une étape importante dans l'histoire de l'Europe².

Après la défaite de Napoléon, à Waterloo, Capodistria lutta de toutes ses forces pour éviter le démembrement du territoire de la France et lui épargner l'humiliation suprême. Dans un Mémoire remis au Congrès de Paris, le 28 juillet 1815, il soutenait que le pays vaincu devait être traité avec modération par les puissances victorieuses et devait demeurer une puissance forte afin d'assurer l'équilibre européen. Il intervint efficacement dans tous les débats pour obtenir le départ des troupes d'occupation, la réduction des indemnités militaires³ et le retour du roi de France aux Conseils européens, ce qui fut obtenu au Congrès d'Aix-la-Chapelle. Le duc de Richelieu, premier ministre de Louis XVIII, écrivait à son roi qu'on pouvait se fier à la constance des arguments du comte Capodistria à qui « nous devons la plus grande reconnaissance, non seulement nous mais aussi l'Europe⁴ ».

Ses démarches au Congrès d'Aix-la-Chapelle, en 1818, font de lui un pionnier de la collaboration paneuropéenne dans le cadre des contingences historiques de l'époque. Étant donné que la quadruple Alliance (Autriche, Russie, Angleterre, Allemagne) ne faisait que semer la discorde entre les nations, il proposait son élargissement par l'intégration de tous les États européens, en vue de la formation d'une « Alliance Solidaire » fondée sur des idées démocratiques et libérales. Cet organisme

¹ Maria Ménégaki [Μαρία Μενέγάκη], Zoé Dragoumis – Arthur de Gobineau. *Deux pléiades dans le ciel grec* [Ζωή Ν. Δραγούμη – Αρτύρος Γοβινέα]. Δύο πλειάδες στον ελληνικό ουρανό], Athènes, Institut du livre-Kardamitsa, 2022, p. 111 (en grec).

² Capodistria fut proclamé citoyen d'honneur des cantons de Vaud et de Lausanne, et ses descendants qui arrivent en Suisse, aujourd'hui encore, deviennent automatiquement, sans aucune formalité, citoyens suisses. Au Congrès de la paix tenu à Lausanne le 4 septembre 1869, Hugo terminait ainsi son discours de clôture : « Tournons-nous vers l'avenir. Songeons au jour certain, au jour inévitable, au jour prochain peut-être, où toute l'Europe sera constituée comme ce noble peuple suisse qui nous accueille à cette heure. Il a ses grandeurs ce petit peuple ; il a une patrie qui s'appelle la République. Ayons comme lui la République comme citadelle » (Victor Hugo, *Actes et paroles*, op. cit., p. 627). L'orateur ne savait pas qu'il rendait hommage à l'œuvre de Jean Capodistria !

³ Les 1 200 millions furent réduits, grâce à lui, à 700 millions.

⁴ Hélène Koukkou, *Jean Capodistria 1776-1831. Visionnaire et précurseur d'une Europe unie*, Athènes, Librairie Kauffmann, 2003, p. 18.

supranational ne pourrait intervenir dans les affaires d'un État qu'après avis du Directoire et seulement en cas de menace contre la paix internationale¹.

Rejoignant les vues de Saint-Simon (peut-être à son insu), Capodistria soulignait que l'équilibre du « système européen » ne saurait se maintenir qu'avec la participation égale des petits peuples aux discussions diplomatiques, et que la solution de leurs problèmes nationaux devait se fonder sur le respect de leur autonomie, de leur parcours historique, de leurs traditions et de leurs besoins particuliers. Les propositions du diplomate grec se résument ainsi : désarmement progressif, établissement d'organismes supranationaux, adoption de l'institution de l'arbitrage international, décolonisation progressive, suppression de la traite des Noirs, de l'esclavage² et des discriminations raciales en général. Il défendit courageusement ses thèses à tous les grands congrès auxquels il participa à la tête de la mission diplomatique russe (Vienne, 1814 ; Paris, 1815 ; Aix-la-Chapelle, 1818 ; Karlsbad, 1819 ; Troppau, 1820 ; Laibach, 1821). Notons que ces démarches de Capodistria visaient aussi à préparer le terrain pour l'entrée en scène de ses compatriotes, les Grecs encore inexistants sur la carte politique de l'Europe. C'est à lui qu'ils feront appel, en 1827, pour lui confier le gouvernement d'une Grèce qui ne sera reconnue comme État indépendant qu'en 1830.

Panos Trigazis, écrivain et militant, membre du « Réseau européen pour la paix et les droits humains », remarque très justement que Capodistria représente le premier lien, « un pont », entre la Grèce et l'Union européenne. La Grèce devrait, en signe de reconnaissance, revendiquer que son nom soit donné à une salle du Parlement européen à Strasbourg ou à un autre bâtiment central à Bruxelles³.

2.3. Victor Hugo, le prophète de la fédération des peuples

À la seconde moitié du xixe siècle, le relais fut pris par Victor Hugo (1802–1885), grand ami des peuples, orateur captivant, doué d'un immense talent d'écrivain et de poète. Poursuivant la tradition de l'humanisme des Lumières, il déclarait qu'il se sentait homme plutôt que Français. C'est le même esprit qui animera, un siècle plus tard, René Cassin (1887–1976), principal rédacteur et rapporteur de la *Déclaration universelle des droits humains* votée par l'Assemblée générale de l'ONU, le 10 décembre 1948. C'est bien lui, un Français, qui insistera sur la formule « universelle » plutôt qu'« internationale⁴ ».

¹ *Ibid.*, p. 18-19.

² Sur le *Mémoire* soumis au Congrès et les batailles livrées par Capodistria pour l'abolition de l'esclavage des Maures, voir Hélène Koukkou [Ελένη Κούκκου], *Jean Capodistrias : L'homme – Le diplomate européen, 1800-1828* [Ιωάννης Καποδίστριας: Ο ἀνθρωπος – ο Ευρωπαίος διπλωμάτης, 1800-1828], *op. cit.*, p. 91.

³ Panos Trigazis et Yannis Gounaris [Πάνος Τριγάζης και Γιάννης Γούναρης], *Reconstruction de l'Europe* [Επανίδρυση της Ευρώπης], Athènes, Taxideftis, 2014, p. 34 (en grec).

⁴ Président de la Fédération internationale des droits de l'homme, prix Nobel de la paix (1968), militant à vie de la fraternisation universelle, Cassin nous a légué ces vers gravés sur sa plaque funéraire : « Je tiens de ma patrie / Un cœur qui la déborde / Et plus je suis Français / Plus je me sens humain », Maria Ménégaki, « L'enseignement du français en tant que véhicule de valeurs universelles », in Christos Nikou et al. (dir.), *Enseigner la langue et la culture françaises : construire des ponts socio-humanistes*, Athènes, APF f.-u. Grèce et Université nationale et capodistrienne d'Athènes, vol. II, 2018, p. 626-627.

D'un autre côté, imprégné des théories de la fraternisation universelle formulées par les socialistes utopiques – au premier rang desquels Saint-Simon et Charles Fourier – Hugo assimile son sort d'exilé politique à celui de tous les persécutés et des opprimés de la terre ; il s'engage dans la lutte pour leur affranchissement et devient la voix de conscience de l'humanité toute entière. Sans se limiter à la création littéraire, il se consacre, par des publications ou des allocutions ardentes, à inspirer les révoltés en leur insufflant la foi inébranlable que les valeurs humaines l'emporteront et que la justice triomphera. Se servant de son arme magique, la parole, il transforme la défaite en victoire, la faiblesse en puissance, l'humiliation en fierté.

L'idée de l'unification de l'Europe, germée dans son esprit dès 1849 sous la II^e République française, avait mûri en lui lorsque, en 1870, la guerre franco-prussienne frappait le cœur du vieux continent. Le 17 juillet 1870, il notait dans son journal : « Il y a trois jours, le 14 juillet, pendant que je plantais dans mon jardin de Hauteville House le chêne des États-Unis d'Europe, au même moment la guerre éclatait en Europe et l'inaffidabilité du pape éclatait à Rome ». Cette constatation mélancolique se clôt par une prédiction optimiste, comme à son habitude : « Dans cent ans, il n'y aura plus de guerre, il n'y aura plus de pape et le chêne sera grand¹ ». Un siècle plus tard, l'Union européenne était effectivement en voie de constitution.

Bien avant Paul Valéry ou Panayotis Kanellopoulos, Hugo reconnaissait la triple ascendance de la civilisation européenne – le christianisme, l'Antiquité grecque, le droit romain – symbolisée par les « trois villes rythmiques » : Jérusalem, Athènes, Rome, qui représentent respectivement les trois rayons de l'idéal, le vrai, le beau et le grand. Paris est la somme de ces trois cités ; il les amalgame dans son unité. Dans la voie tracée par Saint-Simon, Hugo prévoyait l'unité du genre humain avec Paris au centre : « Cette nation aura pour capitale Paris et ne s'appellera point la France ; elle s'appellera l'Europe ; elle s'appellera l'Europe au vingtième siècle, et, aux siècles suivants, plus transfigurée encore, elle s'appellera Humanité ».

Obsédé par cette idée, il y reviendra à toute occasion. Invité constamment aux congrès de la paix après les innombrables conflits qui ont jalonné son siècle, Hugo s'adresse aux congressistes, vainqueurs et vaincus sans distinction, par la chaleureuse apostrophe : « Concitoyens des États-Unis d'Europe », « Mes compatriotes européens », « Chers concitoyens de la République d'Europe », « Chers concitoyens de la patrie universelle² ».

Dès 1869, au congrès de la paix de Lausanne, il prévoyait la marche irrésistible de la civilisation vers l'unité d'idiome, l'unité de mètre, l'unité de monnaie et la fusion des nations dans l'Humanité³. Considérant les frontières comme la première des servitudes, il aspirait à la libre circulation des personnes, des biens et des idées, associait la République au socialisme : droit au travail, inviolabilité de la vie humaine, enseignement gratuit et obligatoire, droit de la femme – « cette égale de l'homme » – droit de l'enfant⁴. Que représente l'alliance européenne aux yeux de Victor Hugo ? C'est la fédération des peuples contre celle des rois, qui n'est qu'une

¹ Victor Hugo, *Choses vues 1870-1885*, Paris, Robert Laffon, 1972, p. 67.

² Victor Hugo, *Actes et paroles*, op. cit., p. 858, 882, 883, 884.

³ Son ambition démesurée allait jusqu'à rêver la réunion des États-Unis d'Europe et des États-Unis d'Amérique en une seule République.

⁴ *Ibid.*, p. 627.

alliance de vautours, une « fraternité fratricide ». Peu après la mort du chantre romantique, l'Europe fit son premier pas vers l'universalisme et le retour aux sources.

3. Athènes, l'olympisme et l'idéal universaliste

La fin du XIX^e siècle est marquée par un fait inédit : la renaissance des Jeux olympiques. C'est la France qui relança l'olympisme dans le monde grâce à la persévérance du baron Pierre de Coubertin, secondé par une pléiade de savants, parmi lesquels le Grec Dimitrios Vikélas (1835–1908). Pierre de Coubertin (1863–1937), historien, pédagogue, écrivain et homme politique, aspirait à un monde pacifique et à la fraternisation de la jeunesse par le sport. Sur son initiative, un congrès international fut organisé dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, en 1894, dans le but de faire revivre les Jeux olympiques de l'Antiquité, interdits – avec tous les cultes païens – depuis 393 après J.-C. par un décret de l'empereur chrétien Théodose I^{er}.

Il fut décidé que les Jeux olympiques seraient désormais célébrés successivement dans toutes les capitales du monde à quatre années d'intervalle. La ville d'Athènes, proposée par Dimitrios Vikélas, fut désignée à l'unanimité pour accueillir les premiers Jeux olympiques de l'époque moderne, en 1896. On établissait ainsi un trait-d'union entre la tradition grecque de l'Antiquité et l'époque contemporaine, en reliant ce petit pays aux destinées de l'Europe. Telle était d'ailleurs l'ambition des organisateurs. Pierre de Coubertin déclarait courageusement : « Ce n'est pas à la Grèce antique que vont mon respect et mon admiration, c'est à la Grèce moderne ». Il réaffirmait, au même moment, l'idéal universaliste français en fixant la paix, la compréhension et le respect mutuel entre individus, nationalités et races¹ comme l'un des objectifs des Jeux rénovés².

Le déroulement des Jeux olympiques à Athènes fut, en effet, perçu comme un signe avant-coureur de l'unification européenne. Alfred Croiset, philosophe et helléniste de renom, rappelant que ces compétitions avaient donné aux Hellènes une conscience plus nette de leur homogénéité culturelle et morale, leur souhaitait une fortune semblable à l'époque moderne : « Et puisqu'ils sont internationaux, disait-il, c'est à l'Europe entière, cette image agrandie de l'ancienne Hellade, que je voudrais les voir donner, pour leur part, le sentiment de son unité³ ».

Quelque temps après le rétablissement de la démocratie, le 31 juillet 1976, Karamanlis adressa une lettre au président du Comité international olympique, Lord Killanin, où il formula, pour la première fois officiellement, sa proposition en faveur du déroulement régulier des Jeux olympiques en Grèce, sur le site de l'ancienne Olympie. Le Premier ministre grec justifia pleinement son initiative en soutenant, entre autres, que de cette façon l'institution serait débarrassée des éléments étrangers qui s'étaient progressivement accumulés et qu'il serait surtout possible de

¹ Alain Arvin-Bérod, *Les enfants d'Olympie 1796-1896*, Paris, Éditions du Cerf, 1996, p. 15.

² Pierre de Coubertin, président du Comité international olympique jusqu'en 1926, fut le créateur du symbole des anneaux olympiques, du protocole olympique, du serment des athlètes, ainsi que du cérémonial d'ouverture et de clôture des Jeux. Après sa mort, suivant ses vœux, son cœur fut déposé à Olympie, en Grèce, sous la stèle de marbre qui commémore la restauration des Jeux olympiques.

³ Ioanna Constandoulaki-Chantzou, « La voie/voix du voyage en Grèce au XIX^e siècle : Jean Psichari – Pierre de Coubertin », in Loukia Droulia et Vasso Mentzou (dir.), *Vers l'Orient par la Grèce avec Nerval et d'autres voyageurs*, Paris, Klincksieck, 1993, p. 91.

faire revivre l'esprit athlétique sobre et exigeant, en excluant toute sorte de concurrence politique ou nationale et toute exploitation illicite de l'athlétisme. Sa démarche fut réitérée le 21 janvier 1980, puis plus tard depuis son poste de président de la République. Cependant, alors que les médias américains et français considéraient cette perspective d'un œil favorable, la presse allemande et hollandaise formula des réserves quant à sa faisabilité. Finalement, ce sont les intérêts économiques qui ont prévalu¹.

Un phénomène inédit dans le domaine linguistique mérite d'être signalé. Michel Bréal (1832–1915), linguiste de renom et helléniste, inventa une nouvelle épreuve et, en même temps, créa un mot issu d'un toponyme grec, aujourd'hui adopté par toutes les langues du monde. Son idée était de relier les Jeux olympiques modernes à l'Antiquité par une épreuve qui n'avait pas existé auparavant, mais qui commémorait un événement légendaire : les 42 kilomètres parcourus par Phidippidès, de Marathon à Athènes, en 490 av. J.-C., pour annoncer la victoire des Grecs sur les Perses. La course de marathon, ainsi que la victoire remportée par un paysan grec, Spýros Loúis, sont devenues un symbole unificateur à l'échelle universelle. Actuellement, plus de 3 000 marathons sont organisés sur tous les continents, tandis que le mot *marathon* ou *marathonien* est fréquemment employé en dehors du domaine sportif, dans un sens métaphorique : *une séance marathonienne*, *une négociation marathon*, *un marathon judiciaire*, *un téléthon*, etc.

4. Affaiblissement de l'Europe par des guerres fratricides

Selon les calculs de J.-M. Gaillard, plus de trente-deux millions de soldats européens ont trouvé la mort sur les champs de batailles entre 1618 (guerre de Trente ans) et 1945 (fin de la Seconde Guerre mondiale), sans compter les invalides, les huit millions de Juifs péris dans les camps de concentration, la surmortalité des civils due aux privations de la guerre et aux maladies qui en ont découlées².

Malgré toutes ses épreuves, l'Europe demeurait jusqu'au premier quart du xx^e siècle le premier continent du monde. Elle détenait la suprématie économique, politique et culturelle. Elle répandait ses institutions partout grâce à la colonisation des peuples d'Afrique et d'Asie. Avant la Première Guerre mondiale, la France avait établi sa domination sur une grande partie du monde par la construction d'un empire colonial, le deuxième après celui du Royaume-Uni. Ce fut un moyen d'unification de la planète, puisque chaque pays colonisateur exportait partout sa langue, ses mœurs, son drapeau, ses armes et même sa religion.

Mais le système de rapports imposé aux colonies par la grande bourgeoisie capitaliste reposait sur des principes contraires à ceux de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* et ne respectait en aucune manière le système de valeurs établi par les promoteurs de l'unification universelle. Ni la souveraineté nationale, ni l'égalité juridique et civile n'étaient respectées. Jules Ferry, représentant typique de l'esprit colonialiste, déclarait avec cynisme : « Les nations, au temps où nous sommes, ne sont grandes que par l'activité qu'elles développent, et non pas par le rayonnement pacifique des institutions ». Ainsi, ces empires fondés sur l'exploitation des plus faibles

¹ N. Fostinis, « Le rêve olympique de K. Karamanlis », *I Kathimerini* [Le quotidien], 26 mars 2023.

² Jean-Michel Gaillard, *Les grands jours de l'Europe (1950-2004)*, Paris, Perrin, 2004, p. 8.

qu'étaient les indigènes, s'écroulèrent comme des châteaux de cartes après les deux guerres mondiales, laissant les pays européens, déjà affaiblis par les conflits, à la merci des deux grandes puissances : les États-Unis et l'Union soviétique. Les dirigeants européens se virent alors contraints d'accepter la tutelle américaine sous forme d'aide financière et militaire, afin de se préserver du « spectre » du communisme soviétique. Ils constatèrent en même temps que le moment était enfin venu de construire cette Europe tant rêvée par les philosophes et les poètes. Le peuple grec ne resta pas à l'écart des efforts de reconstruction européenne.

5. L'acheminement de la Grèce vers l'intégration européenne

5.1. Les prémisses

L'idée que la Grèce fait partie de l'Europe est aussi ancienne que celle du premier projet d'unification européenne. Dans son opuscule de 1803 mentionné plus haut, Henri de Saint-Simon, appelant à l'unification du globe, faisait une brève allusion à un petit peuple qui venait d'émerger de l'oubli grâce aux fouilles archéologiques récentes et à la renaissance de la pensée philosophique de l'Antiquité. Il clôt sa première « lettre » par une courte phrase qui inaugure le philhellénisme moderne : « Les Européens réuniront leurs forces, ils délivreront leurs frères grecs de la domination des Turcs¹ ».

Lorsque, bien plus tard, éclata la Révolution grecque de 1821, Saint-Simon se rangea promptement dans le camp des philhellènes. Dans un dialogue imaginaire entre « l'artiste, le savant et l'industriel », publié par son disciple Olinde Rodrigues, il fait le procès de la guerre, qui n'est justifiée à ses yeux que lorsque le maintien de la paix générale, de la justice et de l'humanité l'exige. L'exemple à l'appui est précisément l'insurrection du peuple grec. Sa gloire, due à ses origines mais aussi à ses exploits présents, confère au peuple grec le droit d'être accueilli à bras ouverts dans la famille européenne :

Si les idées guerrières se sont un instant réveillées, écrit-il avec un élan lyrique, c'est à la vue d'un peuple illustre par son origine et par ses malheurs, peuple que l'on croyait disparu de la face du monde, perdu dans le naufrage des temps, et qui s'est retrouvé tout-à-coup avec ses vertus antiques et les vertus nouvelles ; peuple qui se soulève contre une absurde tyrannie, qui semble lutter contre toute la barbarie des siècles passés et qui n'a saisi les armes que parce qu'il veut aussi prendre part à la vie libre, paisible, industrielle des nations. Voilà ce qu'a senti la société européenne; voilà pourquoi elle soutient cette guerre de ses espérances et de ses vœux; voilà pourquoi ce peuple opprimé a trouvé des âmes nobles pour le soutenir, des poètes pour le chanter, des peintres qui consacreront sa résistance héroïque et ses défaites victorieuses².

¹ Claude-Henri de Saint-Simon, *Œuvres de Claude-Henri de Saint-Simon, op. cit.*, tome I, p. 56.

² *Ibid.*, tome V, p. 214-215.

5.2. De l'utopie du passé à la réalité du présent

Au fil du temps, d'une forme littéraire, l'utopie devient la matrice d'un projet inscrit dans la réalité. De Saint-Simon à Victor Hugo et à l'équipe qui ralluma la flamme des Jeux olympiques, on peut voir le discours des visionnaires « utopiques » comme un ferment du progrès – lent et semé d'écueils – vers l'unification du continent européen.

Dès le début du xx^e siècle, et surtout après la Première Guerre mondiale, un grand nombre de congrès et de conférences eurent lieu afin d'assurer la collaboration pacifique entre des États antagonistes. Le premier rôle revient au comte Richard Nikolaus Coudenhove-Kalergi, un homme cosmopolite, philosophe et militant politique, qui fit de l'unification de l'Europe sa raison de vivre. Né à Tokyo, en novembre 1894, d'un père austro-hongrois et d'une mère japonaise, il réunissait en sa personne de multiples origines, parmi lesquelles une ascendance grecque : les Kallergis étaient une riche famille crétoise issue de l'aristocratie byzantine. Il semble que son ancêtre, Aléxios Phokas-Kallergis, ait signé le traité qui céda la Crète à la domination vénitienne, en 1300 après J.-C. Mort en Autriche, en juillet 1972, il fut enterré dans les Alpes suisses, et sur sa tombe est écrit en français : « Pionnier des États-Unis d'Europe ». D'après sa secrétaire, il se serait suicidé, et sa mort serait restée secrète, afin de ne pas susciter la déception parmi ceux qui avaient placé en lui l'espoir de la réalisation du rêve européen.

Son premier appel à l'unité politique de l'Europe fut lancé en 1922, lors d'un congrès qui aboutit à la création d'un Mouvement paneuropéen. Son message fut diffusé par la revue *Panropa*, publiée de 1924 jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, en 1938, ainsi que par un ouvrage en trois volumes : *Combat pour Panropa* (1925–1928). Le message de Coudenhove-Kalergi fut entendu par de nombreuses figures intellectuelles – parmi lesquelles Albert Einstein, Sigmund Freud, Thomas Mann, José Ortega y Gasset ou encore Denis de Rougemont – ainsi que par d'importantes personnalités politiques telles qu'Édouard Herriot, Konrad Adenauer, Robert Schuman, Alcide De Gasperi, Winston Churchill, et surtout Aristide Briand, dont le projet d'Union européenne, formulé en 1929, doit beaucoup à l'influence de Richard Nikolaus de Coudenhove-Kalergi.

L'idée de Coudenhove-Kalergi, faisant son chemin, conduisit au Congrès de Vienne du 3 au 6 octobre 1926, qui réunit plus de 2 000 participants, et à la création de l'*Union paneuropéenne*. Comme symbole de l'*Union*, il choisit la croix rouge des croisades sur un soleil d'or, le soleil d'Apollon, qui incarne l'esprit européen dont le rayonnement a éclairé le monde entier. Ainsi étaient réunies les sources grecques et chrétiennes de l'Europe. L'Union européenne est dotée d'un drapeau à douze étoiles et d'un hymne : *l'Ode à la joie* de Beethoven, sur les vers de Schiller – hymne proposé dès 1955 par Coudenhove-Kalergi, adopté par le Conseil de l'Europe en 1972, et reconnu comme hymne de l'Union européenne en 1985. Lui-même en fut le président de l'Union jusqu'à sa mort, tandis que le titre de vice-président était offert à Aristide Briand.

La Grèce ne resta pas à l'écart de ces préoccupations ; au contraire, les plus éminents représentants de la vie publique s'engagèrent activement dans la réussite de l'entreprise. Beaucoup d'entre eux furent membres ou même présidents honoraires de l'*Union paneuropéenne*. Leurs noms sont cités assez souvent dans la

revue *Paneuropa* durant toute la décennie de 1930¹. D'ailleurs, une section grecque de l'*Union* fut créée en 1930. Nikolaos Politis, ministre de Grèce à Paris et collaborateur étroit du chef du Conseil Elefthérios Venizélos, fut l'un des premiers présidents honoraires de l'*Union* et joua un rôle important à tous les congrès paneuropéens, ainsi que dans les délibérations sur le projet d'Aristide Briand.

L'idée paneuropéenne était donc désormais passée des mains des poètes à celles des réalisateurs pratiques, comme le soulignait Elefthérios Venizélos². En effet, tout ce mouvement devait aboutir aux initiatives d'Aristide Briand (1862–1932), épaulé par l'Allemand Gustav Stresemann, avec lequel il partagea le prix Nobel de la paix en 1926. Ces deux champions de la paix conduisirent à l'accord Briand-Kellogg, signé par 60 États à Paris, le 27 août 1928, qui demandait le rejet du recours aux armes et mettait la guerre hors la loi.

Grâce à Aristide Briand, la conception de l'union européenne prit, pour la première fois dans l'histoire, la forme d'un plan officiel et concret au niveau des États. Après un discours prononcé à la Société des Nations concernant l'unification politique des États européens, Briand y déposa, le 1^{er} mai 1930, un plan concret portant le titre *Mémorandum sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne*³, rédigé par Alexis Léger, alias Saint-John Perse (1887–1975), secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. Le *Mémorandum* fut soumis à l'approbation de vingt-six États, et les réponses, arrivées entre le 25 juin et le 4 août 1930, furent publiées par le gouvernement français dans un *Livre Blanc* du Quai d'Orsay.

Mais les politiciens restaient encore loin des philosophes. Le projet Briand se heurta à la suspicion et à l'égoïsme des gouvernements d'alors, soucieux de sauvegarder leurs propres intérêts économiques et politiques, et il fut rejeté par une écrasante majorité. L'un des rares chefs d'État qui se difféncia du climat général de réprobation fut le président du Conseil grec, Elefthérios Venizélos (1864–1936)⁴. Celui-ci, fort de l'assentiment de ses collaborateurs et de la plus grande partie de l'opinion publique, se prononça favorablement sur le *Mémorandum*, faisant preuve d'une largeur de vue et d'une rare perspicacité, qui le placent à l'avant-garde de la pensée politique européenne de l'entre-deux guerres. La réponse favorable de Venizélos fut remise au ministre de France à Athènes, le 12 juillet 1930. Le journal *To Elefthero Vima* (« La Tribune libre ») envisagea avec optimisme l'initiative de Briand, qu'il jugea réalisable à long terme malgré les vives réticences du moment :

L'idée de M. Briand au sujet d'une fédération européenne politique et économique est certainement enchanteresse, encore qu'elle ne paraisse pas réalisable pour le moment [...]. Les idées de ce genre couvent d'ordinaire longtemps, elles rencontrent de nombreux obstacles, mais elles finissent toujours par trouver leur chemin⁵.

¹ Constantin Svolopoulos, « L'attitude de la Grèce vis-à-vis du projet Briand "d'Union fédérale de l'Europe" », *Balkan Studies*, vol. 29, n° 1, p. 37 (note 19).

² *Ibid.*, p. 30.

³ René Leboutte, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Bruxelles, Peter Lang, 2008, p. 33.

⁴ Les autres réponses favorables venaient de la Yougoslavie, Bulgarie, Norvège, Tchécoslovaquie.

⁵ *To Elefthero Vima* (« La Tribune libre »), 13 juillet 1930. À propos de l'attitude de la presse grecque à l'égard du projet Briand, voir aussi Public Record Office, F.O. 371/14995 (Athens) to Henderson, 15 September 1930.

Elefthérios Venizélos réunissait en sa personne les qualités d'un visionnaire et celles d'un homme d'État ancré dans la réalité. Il n'avait pas hésité à adopter très tôt l'idée de l'unité européenne. Présent au Congrès paneuropéen de Vienne en octobre 1926, il s'était engagé aux côtés des premiers partisans de l'Europe¹. Dans ses *Souvenirs*, Coudenhove-Kalergi se réfère à l'homme d'État grec (son lointain compatriote) comme à l'un des plus fervents défenseurs de l'idée paneuropéenne : « Parmi les nombreux chefs politiques étrangers qui sont venus à Vienne – où était le siège de l'Union paneuropéenne – c'est Elefthérios Venizélos qui m'a fait la plus grande impression. Enthousiaste et ne doutant nullement de l'avenir de la PanEurope ». Et il finit par le qualifier de « grand Européen et grand partisan de l'Europe² ».

Un autre champion du combat pour le rassemblement des États européens fut Aléxandros Papanastasiou (1876–1936), originaire de Tripoli. Il soutint fermement le plan de Coudenhove-Kalergi et d'Aristide Briand et soumit au Congrès international pour la paix, tenu à Athènes en octobre 1929, un mémorandum relatif à l'organisation fédérale des États européens, en vue d'assurer la paix et le développement économique de l'Europe.

5.3. Konstantinos Karamanlis et l'idée de l'Union européenne

Dès son premier mandat de Premier ministre de la Grèce, Konstantinos Karamanlis inaugura la politique d'intégration à l'Union européenne (à l'Europe communautaire) en obtenant, en 1961, l'association de la Grèce avec la Communauté économique européenne (CEE), puis, en 1979, l'adhésion pleine et entière aux Communautés européennes. La condition *sine qua non* de l'unification européenne était, à ses yeux, la prise de conscience de l'homogénéité politique et culturelle entre ses peuples. Tout comme les premiers promoteurs de l'idée européenne, il voyait, lui aussi, dans l'unification des peuples du continent, la promotion de la liberté et du progrès de tous les peuples de la terre. Les idéaux de la paix, de la liberté, de la démocratie et de l'humanisme constituent, selon lui, les composantes de l'idée européenne. L'Europe, disait-il, « incarne une philosophie et une façon de vivre ». L'économie devait s'organiser autour de l'homme et non l'homme autour de l'économie.

Le jour de la signature de l'accord, il déclara :

Dans la conscience des Grecs, la CEE ne constitue pas simplement une confédération, mais une entité investie d'une mission et d'une signification plus larges. Si nous sommes les premiers à revendiquer l'union avec la Communauté, nous l'avons fait inspirés de notre conviction que l'unification économique de l'Europe conduira à l'unité essentielle de l'Europe et, par suite, au renforcement de la démocratie et de la paix dans le monde entier.

En juillet 1961, l'accord d'association de la Grèce à la CEE fut signé lors d'une cérémonie officielle, avec la participation du président de la Commission européenne,

¹ Jean-Baptiste Duroselle, *L'idée d'Europe dans l'Histoire*, Paris, Denoël, coll. « Europa Una », 1965, p. 274.

² Constantin Svolopoulos, « L'attitude de la Grèce vis-à-vis du projet Briand "d'Union fédérale de l'Europe" », *op. cit.*, p. 38.

Walter Hallstein. Il fut présenté à l'Assemblée nationale française par Maurice Couve de Murville, comme « le témoignage de l'amitié ancienne qui unit le peuple français et le peuple grec » (*Journal officiel de la République française*, Débats). Il entra en vigueur en novembre 1962, pour être suspendu pendant le septennat de la dictature militaire (1967–1974).

Après la fin de la dictature, en juin 1975, Konstantinos Karamanlis, redevenu Premier ministre, soumit une demande d'adhésion à la CEE, qui fut acceptée malgré les réticences de la Commission, grâce surtout au soutien du président de la République française Valéry Giscard d'Estaing. Les négociations officielles s'ouvrirent l'année suivante, en 1976, devançant l'Espagne et le Portugal, pays qui venaient eux aussi de sortir d'un régime autoritaire. Le 28 mai 1979 fut signé à Athènes, au Zappéion, le traité d'adhésion de la Grèce aux Communautés européennes, lors d'une cérémonie solennelle en présence de Valéry Giscard d'Estaing.



Image 1 : Konstantinos Karamanlis et Valéry Giscard d'Estaing

À l'occasion de la signature de l'accord, le vice-président belge de la Commission européenne, Jean Rey, souligna l'importance particulière de la Grèce dans le processus européen : « Quel pays plus que la Grèce, quel peuple plus que le peuple hellénique était digne de devenir le premier associé de la Communauté ? ». Et, associant ce pays, ce peuple, à la genèse de la démocratie, il affirma qu'il ne pouvait s'agir de nul autre que de celui qui avait enseigné « la démocratie et la liberté politique au monde¹ ».

6. Le mythe de l'enlèvement d'Europe

Le mythe de l'enlèvement d'Europe symbolise les racines helléniques du continent européen et, par conséquent, le patrimoine culturel commun, puisque l'ensemble de celui-ci doit son nom à cette figure mythologique. Ce mythe a été une source d'inspiration pour l'art du monde entier et à toutes les époques : peinture, sculpture,

¹ Centre virtuel de connaissance sur l'Europe (CVCE), allocution de Jean Rey à l'occasion de la signature de l'accord d'association avec la Grèce (9 juillet 1961), repris dans Víctor Fernández Soriano, « "Quel pays plus que la Grèce ?" La place de la Grèce dans la construction de l'Europe : une mise en perspective historique », *Histoire@Politique*, n° 29, 2016/2, p. 141-157.

mosaïque, monnaie, céramique, littérature. Il constitue donc un élément culturel commun aux pays européens.

En l'an 2000, en vue de la célébration du nouveau millénaire, les autorités municipales d'Agios Nikolaos (Saint-Nicolas), en Crète, lancèrent un appel à projets pour la création d'une œuvre sculptée symbolisant l'unité de la culture européenne. Le metteur en scène Nikos Koundouros esquissa une sculpture représentant l'enlèvement d'Europe par Zeus, mise en œuvre par les sculpteurs Nikos et Pantelis Sotiriadis. Ceux-ci réalisèrent une statue de six tonnes, haute de quatre mètres, faite de bronze, d'acier et de verre, entièrement forgée à la main. Elle se trouve actuellement sur le port d'Agios Nikolaos, en Crète, tandis qu'une copie est érigée devant le Parlement européen à Strasbourg.



Image 2 : L'enlèvement d'Europe par Zeus métamorphosé en taureau (à gauche les frères Sotiriadis sur le port d'Agios Nikolaos et à droite la statue à Strasbourg)



Image 3 : L'Europe s'adresse au peuple crétois, Agios Nikolaos, Crète

7. Un mot pour conclure

Le 31 décembre 1980, Konstantinos Karamanlis adressa une lettre au président français Valéry Giscard d'Estaing pour le remercier de son appui constant et l'assurer que, sans son aide, l'intégration de la Grèce à l'Europe aurait été difficile, voire impossible. Il n'hésita pas, à la même occasion, à signaler les dangers qui menacent cet édifice. Ses paroles sont aujourd'hui, plus que jamais, d'actualité :

Noëma

L'Europe, d'ailleurs, qui jusqu'au début de ce siècle, dominait, sous diverses formes, le monde, se trouve aujourd'hui dans une dépendance dangereuse, politique et économique. Car sa sécurité dépend de la solidarité de l'Amérique, et son économie de la bonne volonté de certains producteurs de pétrole.

Il est donc d'une grande importance de rappeler aujourd'hui les principes et les valeurs qui ont inspiré les visionnaires et les « pères » de l'unification de l'Europe, projet grandiose qui n'est pas encore pleinement réalisé. Car toutes les initiatives politiques ou culturelles resteront sans effet tant qu'elles se limiteront au niveau supérieur des gouvernements et des institutions culturelles et ne toucheront que certains groupes sociaux privilégiés. La conscience d'appartenir à la même famille devrait être cultivée dès le plus jeune âge, à l'école primaire puis au secondaire. Il faudrait intégrer dans les programmes d'enseignement des cours d'histoire de la civilisation européenne et de l'histoire des idées, rédigés par des chercheurs européens de premier plan. Ces ouvrages devraient exposer les causes réelles des conflits entre les peuples. Il faudrait en outre cultiver l'esprit libre, la tolérance, la compréhension mutuelle, le respect d'autrui et de nous-mêmes. Il faudrait, enfin, que les enfants cessent de se préparer à de futurs massacres par les jeux et les œuvres de violence qui leur sont projetés quotidiennement à la télévision, au cinéma et, en général, dans les médias de masse.

Références bibliographiques

- ARVIN-BÉROD A., *Les enfants d'Olympie 1796-1896*, Paris, Éditions du Cerf, 1996.
- BOUGLÉ C., *Socialismes français*, Paris, Armand Colin, 1941.
- CONSTANDOULAKI-CHANTZOU I., « La voie/voix du voyage en Grèce au XIX^e siècle : Jean Psichari – Pierre de Coubertin », in Loukia Droulia et Vasso Mentzou (dir.), *Vers l'Orient par la Grèce avec Nerval et d'autres voyageurs*, Paris, Klincksieck, 1993, p. 91-97.
- DUROSELLE J.-B., *L'idée d'Europe dans l'Histoire*, Paris, Denoël, coll. « Europa Una », 1965.
- ENGELS F. et MARX K., *Les utopistes*, Paris, Maspéro, 1976.
- FERNÁNDEZ SORIANO Víctor, « “Quel pays plus que la Grèce ?” La place de la Grèce dans la construction de l'Europe : une mise en perspective historique », *Histoire@Politique*, n° 29, 2016/2, p. 141-157.
- FOSTINIS N., « Le rêve olympique de K. Karamanlis », *I Kathimerini* [Le quotidien], 26 mars 2023.
- GAILLARD J.-M., *Les grands jours de l'Europe (1950-2004)*, Paris, Perrin, 2004.
- HUGO V., *Choses vues 1870-1885*, Paris, Robert Laffon, 1972.
- HUGO V., *Actes et paroles*, Paris, Robert Laffon, 1985.

- KANELLOPOULOS P. [Κανελλόπουλος Π.], *L'homme et les conflits sociaux* [Ο άνθρωπος καὶ αἱ κοινωνικαί αντιθέσεις], dans *Œuvres complètes de sociologie* [Ἀπαντά Κοινωνιολογικά], tome 4, Athènes, éd. Yaléllis, 1992 (en grec).
- KOUKKOU H., *Jean Capodistria 1776-1831. Visionnaire et précurseur d'une Europe unie*, Athènes, Librairie Kauffmann, 2003.
- KOUKKOU H. [Κούκκου Ε.], *Jean Capodistrias : L'homme – Le diplomate européen, 1800-1828* [Ιωάννης Καποδίστριας: Ο άνθρωπος – ο Ευρωπαίος διπλωμάτης, 1800-1828], Athènes, Patakis, 2021 [1980] (en grec).
- LAGARDE A. et MICHAUD L., *XVIII^e siècle. Les grands auteurs du programme*, Paris, Bordas, 1970.
- LEBOUTTE R., *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.
- MÉNÉGAKI M., « L'enseignement du français en tant que véhicule de valeurs universelles », in Christos Nikou et al. (dir.), *Enseigner la langue et la culture françaises : construire des ponts socio-humanistes*, Athènes, APF f.-u. Grèce et Université nationale et capodistrienne d'Athènes, vol. II, 2018, p. 621-630.
- MÉNÉGAKI M. [Μενεγάκη Μ.], *Zoé Dragoumis – Arthur de Gobineau. Deux pléiades dans le ciel grec* [Ζωή Ν. Δραγούμη – Αρτύρ ντε Γκομπινώ. Δύο πλειάδες στον ελληνικό ουρανό], Athènes, Institut du livre-Kardamitsa, 2022, p. 111 (en grec).
- ROUGEMONT D. de, *Vingt-huit siècles d'Europe*, Paris, Payot, 1961.
- SAINT-SIMON C.-H. de, *Œuvres*, tome 1, Paris, éd. E. Dentu, 1868.
- SAINT-SIMON C.-H. de, *Œuvres de Claude-Henri de Saint-Simon*, Paris, Anthropos, tome I, 1966.
- SAINT-SIMON C.-H. de, *Œuvres*, tome 1, Genève, Slatkine Reprints, 1977.
- SVOLOPOULOS C., « L'attitude de la Grèce vis-à-vis du projet Briand “d'Union fédérale de l'Europe” », *Balkan Studies*, vol. 29, n° 1, p. 29-38.
- TRIGAZIS P. et GOUNARIS Y. [Τριγάζης Π. καὶ Γούναρης Γ.], *Reconstruction de l'Europe* [Επανίδρυση της Ευρώπης], Athènes, Taxideftis, 2014.